


MEDIAPART
Proche et Moyen-Orient

Après le meurtre d'une famille par l'armée israélienne, la terreur à son paroxysme en Cisjordanie

La famille rentrait de Naplouse quand elle a été prise pour cible par la police des frontières israélienne, dans la nuit de samedi à dimanche. Les parents et deux enfants ont été tués. Khaled, 11 ans, a survécu. Il témoigne. L'ONU appelle Israël à cesser l'expansion des colonies.

Rachida El Azzouzi

18 mars 2026 à 08h29

MISE EN GARDE

Cet article fait état de violences.

Au bout du fil, la voix d'un « *enfant qui n'en est plus un* », disent ses proches. « *J'ai ouvert la portière de la voiture et appelé à l'aide en criant : "Ma famille a été tuée !" Un soldat s'est avancé et m'a tiré par les cheveux. Il m'a jeté au sol en criant à ses collègues : "Nous avons tué des chiens !" Puis il s'est agenouillé sur moi et a commencé à me frapper. Il a aussi voulu frapper mon petit frère Mustafa. Je me suis interposé de toute ma force. Les soldats m'ont ensuite mis dans une Jeep. Ils m'ont fouillé et m'ont demandé qui était avec moi dans la voiture. J'ai répondu : ma mère, mon père et mes frères. Ils m'ont traité de menteur.* »

Khaled, 11 ans, raconte à *Mediapart*, d'une voix monocorde, l'assassinat de son père, Ali Bani Odeh, 37 ans, de sa mère, Waed, 35 ans, de ses frères, Mohamed, 5 ans, et Othman, 6 ans, dans la nuit du samedi 14 au dimanche 15 mars, par une unité de la police des frontières, qui dépend du commandement central de l'armée israélienne.

C'est cette même unité qui, le 27 novembre 2025, avait été filmée en train d'exécuter à Jénine, à bout portant, deux Palestiniens qui venaient se rendre, mains en l'air, et dont le commandant avait été promu le lendemain par

le ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir.



Les funérailles de Waed Odeh, Ali Bani Odeh et Mohamed et Osman Odeh, leurs fils, tués par la police des frontières israélienne le 15 mars 2026. © Photo Mohammad Nazzal / Middle East Images / AFP

La famille Odeh rentrait gaiement à Tammun, où elle vit, dans le nord de la Cisjordanie occupée, après avoir sacrifié à l'un des rituels préférés des enfants : acheter des vêtements neufs à Naplouse, la grande ville, pour célébrer la fête à venir de l'Aïd el-Fitr, qui marque la fin du ramadan, le mois de jeûne dans la religion musulmane.

Elle avait aussi fêté le retour du père après plusieurs semaines d'absence : il travaillait sur un chantier de construction en Israël. À l'arrière, les enfants dormaient ou somnolaient, lorsque, vers 1 h 30, la voiture a été mitraillée au fusil d'assaut à son arrivée dans la commune de 15 000 habitant·es. La centaine de douilles retrouvées sur place témoigne du déluge de feu.

« *Des hommes ont surgi dans la nuit, des rues alentour, et nous ont tiré dessus sans aucun avertissement* », décrit Khaled. C'est allé « *si vite* » qu'il assure « *ne pas avoir eu le temps d'avoir peur* ». Assis sur la banquette arrière, au milieu, son frère Mohamed a été le premier à s'écrouler. Tué sur le coup. Puis ce furent Othman et les parents.

« Meurtre de sang-froid »

Quand il a entendu son père réciter la *shuhada*, la prière attestant sa foi en l'islam, et surtout lorsque celui-ci lui a

lancé : « *Sois un homme, mon fils, la responsabilité de notre famille va t'incomber* », Khaled a compris que l'irréversible allait se produire.

Le voilà orphelin, rescapé de la fusillade avec son dernier frère, Mustafa, 8 ans, dans la maison des grands-parents qui ne désemplit pas. On afflue des environs pour leur présenter des condoléances. Dimanche, des centaines de personnes ont accompagné dans la ville le cortège funéraire. Khaled est en état de choc, de sidération, se remémore les mots, les gestes, les visages, le seul cri de sa mère, le silence de ses petits frères.

« *Il répète tel un robot ce que les gens lui disent, qu'il doit être un homme, fort, qu'il n'a pas besoin de voir un psychologue, que sa famille est martyre, qu'elle ira au paradis, que c'est le destin de notre peuple de résister. Mais c'est un enfant qui a vu sa famille exécutée sous ses yeux et qui voit son monde s'effondrer* », confie Fares Furqha, qui l'assiste pendant notre interview et enquête pour une ONG palestinienne sur les circonstances de cette nouvelle tragédie en Cisjordanie.

« *Un incident* » pour les autorités israéliennes, qui précisent qu'une enquête est en cours. Selon elles, les soldats israéliens, arrivés à Tammun plus tôt dans la journée, étaient à la recherche de militants palestiniens accusés d'activités terroristes. Ils auraient ouvert le feu pour se protéger du père de Khaled, qui aurait accéléré dans leur direction.

« *Si vous tirez pour tuer un Palestinien, vous n'avez rien à craindre. Peut-être même que vous serez récompensé.* »

Shawan Jabarin, à la tête de l'ONG palestinienne Al-Haq

« *Une explication absurde pour couvrir un énième meurtre de sang-froid de personnes innocentes*, dénonce Murad Jadallah, ancien chercheur juridique pour l'organisation pour les droits des prisonniers Addameer. *La famille Odeh ne pouvait pas savoir qu'il y avait des policiers israéliens puisque ceux-ci étaient infiltrés, habillés en civil, dans des véhicules avec des plaques palestiniennes, selon les témoignages.* »

Lundi, plus de trente-six heures après les faits, le département du ministère de la justice chargé des enquêtes sur les fautes professionnelles de la police

n'avait toujours pas convoqué les agents impliqués dans ce quadruple assassinat, remarquait le journal Haaretz.

« *Le fait que les agents infiltrés impliqués dans l'incident n'aient pas encore été interrogés tranche avec la pratique habituelle dans des affaires similaires*, écrit le quotidien israélien. *En règle générale, les agents impliqués dans de tels incidents sont interrogés immédiatement afin d'empêcher les suspects de coordonner leurs versions ou de falsifier les preuves sur les lieux du crime.* »

Pour Shawan Jabarin, à la tête d'Al-Haq, la plus ancienne ONG palestinienne de défense des droits humains, « *il n'y aura ni justice ni procédure régulière* ». « *L'impunité est totale, que vous soyez un soldat ou un colon*, dénonce le militant. *Si vous tirez pour tuer un Palestinien, vous n'avez rien à craindre. Peut-être même que vous serez récompensé par vos supérieurs.* »

Il raconte la multiplication des exactions et des humiliations perpétrées par les colons et l'armée israélienne en Cisjordanie, la progression des colonies, les descentes dans les maisons palestiniennes, les arrestations arbitraires d'adultes et d'enfants, les déplacements forcés de population, la liberté de mouvement entravée, les vols de terres, de bétail, la captation des ressources hydriques.

Israël ferme la mosquée Al-Aqsa

Depuis le 28 février, pour la première fois et en plein ramadan, Israël maintient fermée la mosquée Al-Aqsa, troisième lieu saint de l'islam, située à Jérusalem-Est, au prétexte de la guerre contre l'Iran. Les fidèles sont contraints de prier dans les rues, à l'extérieur des murs de la vieille ville de Jérusalem. Une fermeture totale, alors que l'accès au mur des Lamentations, plus important lieu de prière des Juifs, a seulement été restreint. Les fidèles peuvent y prier dans la limite de cinquante personnes.

« *Les Israéliens n'avaient jamais été aussi loin*, condamne Shawan Jabarin, directeur général de l'ONG palestinienne Al-Haq. *Ce ne sont pas des raisons de sécurité qui les animent mais des raisons politiques et idéologiques. Ils veulent asseoir leur domination sur les lieux saints et créer un précédent afin qu'Al-Aqsa devienne réservée aux seules personnes juives, comme ils l'ont fait en 1994 avec la*

mosquée Ibrahimi, en Cisjordanie occupée, à Hébron, sous contrôle israélien total. » À l'époque, 63 % du site avaient été attribués aux fidèles juifs et 37 % aux musulmans, après le massacre par des colons, la même année, de vingt-neuf fidèles musulmans.

« Chaque fois qu'un événement attire l'attention des médias internationaux, les colons et l'armée en profitent pour intensifier leurs attaques, constate Shawan Jabarin. On l'a vu pendant la pandémie de covid-19, après le 7-Octobre et maintenant avec la guerre contre l'Iran. Israël ne veut pas seulement empêcher la création d'un État palestinien. Il veut nous pousser à partir, à abandonner nos terres. Nous vivons ce que nos ancêtres vivaient déjà avant 1948, le nettoyage ethnique de la Palestine. »

« Nous vivons dans la terreur. Ce ne sont plus des petits groupes de colons qui attaquent un village ou des Palestiniens, abonde Murad Jadallah, mais des meutes entières. Ils viennent à cinquante, à cent, avec des armes lourdes, des mortiers à fragmentation et le soutien, la protection de l'armée. »

36 000 déplacements forcés en un an

Au moins onze Palestiniens ont été tués par des militaires ou des colons israéliens en Cisjordanie depuis le début des bombardements israélo-états-unis sur l'Iran le 28 février. Début mars, en l'espace d'une semaine, cinq Palestiniens étaient assassinés par des suprémacistes israéliens. Ils s'ajoutent aux centaines de morts, dont plus de deux cents enfants, tués depuis le 7 octobre 2023 dans ce territoire occupé depuis 1967, qui n'en finit plus d'être tronçonné par la colonisation.

Mardi 17 mars, l'Organisation des Nations unies a appelé Israël à y cesser immédiatement l'expansion de ses colonies, qui a entraîné le déplacement forcé de plus de 36 000 Palestiniens en un an. Le rapport du Haut-Commissariat aux droits humains note « une expulsion massive de Palestiniens d'une ampleur inédite », « qui coïncide avec le déplacement massif de Palestiniens à Gaza », et « semble indiquer une politique israélienne

concertée de transfert forcé massif » sur l'ensemble des territoires occupés, « soulevant des inquiétudes quant à un nettoyage ethnique ».

Convoitée par l'extrême droite israélienne, la zone C, tout particulièrement, sous contrôle sécuritaire et administratif total d'Israël, et qui représente plus de 60 % de la superficie de la Cisjordanie et concentre les plus grandes richesses, est devenue « invivable », explique Shawan Jabarin. « Les attaques des colons y sont massives, quotidiennes. Des dizaines de communautés bédouines ont été forcées par les colons de quitter leurs montagnes. »

L'activiste s'inquiète des restrictions de circulation à travers la Cisjordanie, encore plus drastiques depuis la guerre contre l'Iran. Sur les routes empruntées par les habitant-es, les ambulances et le trafic commercial, des centaines de barrières et de postes de contrôle ont été fermés par Israël, accentuant le cauchemar quotidien pour se déplacer et minant les interventions d'urgence. « Chaque quartier est devenu une véritable prison ces derniers temps, car même les routes de contournement, les chemins de traverse sont cadénassés », dit Shawan Jabarin.

Dans la nuit du samedi 14 au dimanche 15 mars, les ambulances ont mis plus d'une vingtaine de minutes avant d'être autorisées à intervenir, selon le Croissant-Rouge palestinien. « Une éternité » pour Khaled et Mustafa, blessés, qui attendaient d'être conduits à l'hôpital. Celles qui ont récupéré les corps de leurs parents et de leurs frères, criblés de balles, surtout à la tête et au visage, ont mis encore plus de temps avant d'obtenir le feu vert des autorités israéliennes. Qui ont en revanche diligemment évacué la voiture, théâtre des crimes.

Au soldat qui l'avait violemment extrait de celle-ci, Khaled a posé une question : « Aimes-tu ta mère et ton père ? » Le militaire a répondu : « Oui. » Khaled lui a alors demandé : « Pourquoi avez-vous tué ma mère et mon père ? » Il a reçu des coups en guise de réponse.

Rachida El Azzouzi

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau